

La hantise du poids des mots

Curieux homme que ce Mohamed Morsi : il se dirigeait droit vers un Nobel de la paix, avec le soutien de son homologue américain, Obama, lui aussi « nobélisé » de fraîche date, sur la foi de ses bonnes intentions. On connaît le sort de ces bonnes intentions qui font un excellent pavement pour les chemins infernaux, tracés par Washington. Or, Morsi n'allait pas être nobélisable uniquement sur ses intentions, aussi pures du reste que celles d'Obama, mais sur ses actes récents, ou plutôt un seul qui mérite considération : le cessez-le-feu à Gaza. Ce n'est pourtant pas le premier cessez-le-feu intervenu dans l'enclave du Hamas, avec de bons offices égyptiens, et Moubarak pourrait dire qu'il en a fait autant sinon plus. Mais Moubarak a été remplacé, manu militari pourrait-on dire, et par un mouvement, celui des Frères musulmans qui campe sur la même idéologie que le Hamas de Gaza. La comparaison s'arrête là. Morsi a donc obtenu un énième cessez-le-feu, et le bon, celui qui donne droit à la gratitude éternelle de Washington, et aux promesses d'Oslo pour 2013. La cuvée 2012 ayant été dévolue, comme

on le sait, à la très pacifique et très humaniste Union européenne, dont toutes les chaudières pauvres du monde chantent la gloire. En temps normal, celui des cessez-le-feu récurrents, on aurait fait le décompte des victimes et vérifié si la proportion des victimes est toujours en faveur d'Israël, et on serait passé à autre chose, notamment à la reprise de la colonisation. Mais comme il s'agit de la nouvelle Egypte, gouvernée désormais sous la bannière des Frères musulmans, il ne fallait pas rater l'occasion d'encenser les nouveaux arrivés et leur figure de proue. Mohamed Morsi.

Or, chassez le naturel et il revient au galop, et dans le cas du nouveau président égyptien, la résistance à la tentation autoritaire, sous l'œil vigilant mais indulgent du censeur américain, n'a pas duré très longtemps. Tout auréolé de son «succès» diplomatique à Gaza, Morsi s'est cru autorisé à s'attribuer des pouvoirs étendus, par le biais d'un dispositif constitutionnel. C'était sans compter sur la réactivité de la classe politique égyptienne et des citoyens, qui ont constitué un front de refus contre les dérives dictatoriales du régime

islamiste. La banderole la plus en vue lors des manifestations contre Morsi portait cette inscription : «Le Dictateur, un film de Mohamed Morsi». Allusion au film de Charlie Chaplin, et clin d'œil au festival du cinéma du Caire, boycotté par de nombreux cinéastes et artistes. En dépit des réactions d'hostilité, Mohamed Morsi a choisi le passage en force : dans la foulée, il a entériné le projet de nouvelle Constitution, qui porte l'empreinte des Frères musulmans. Dès le 27 novembre, l'écrivain Ala Aswani résumait la problématique en ces termes :

«- Pourquoi vous opposez-vous à la proclamation constitutionnelle du président Morsi ?

- Parce que celle-ci octroie au président des prérogatives quasi divines qui lui permettent de suspendre la loi et de faire ce qu'il veut sans être contrôlé et sans être obligé de rendre des comptes. Avec ce décret, le président Morsi a annihilé la volonté populaire qui l'a porté à la présidence, et s'est érigé en dictateur. Et tout dictateur est nécessairement un ennemi de la révolution qui a été déclenchée fondamentalement pour instaurer l'Etat de droit.

- Pourquoi refusez-vous au président Morsi les pleins pouvoirs, à titre provisoire et pour quelques mois seulement ?

- Parce qu'il n'y a pas de dictateur provisoire. Tous les dirigeants tyranniques ont d'abord prétendu qu'ils étaient contraints de recourir à des mesures exceptionnelles, et à titre provisoire, puis ils ont accaparé indéfiniment le pouvoir. Souvenons-nous comment les «Officiers libres» se sont engagés en 1952 à revenir

dans leurs casernes au bout de six mois, et comment ils se sont maintenus au pouvoir durant de longues années. Si vous permettez à n'importe quel dirigeant de suspendre la loi un seul jour, vous en ferez un dictateur pour l'éternité.» Ignorant tous ces arguments, et toujours au pas de course, Morsi a décidé de faire adopter le projet de nouvelle Constitution par référendum, le 15 décembre prochain. Samedi dernier, quelques heures après un communiqué des forces armées appelant au dialogue, l'apprenti dictateur a annoncé qu'il annulait les pouvoirs qu'il s'était octroyés. En revanche, il a maintenu la date du référendum et le texte de la nouvelle Constitution qui sera soumis à l'approbation des électeurs. Or, ce sont justement des articles de la nouvelle Constitution qui posent problème, et notamment le fameux «article 2» qui dispose que l'Islam est la religion de l'Etat. Les rédacteurs islamistes ont ajouté à la Charia, comme source de la loi, le corpus juridique ou «Fiqh» établi par des théologiens non infaillibles. Et lorsque les tenants de l'Islam politique parlent de la Charia, ils ne font pas référence aux recommandations du Coran sur l'équité et la justice sociale, mais à ses dispositions pénales. Et conformément à leur habitude, il est surtout question de peine de mort ou de châtiments corporels comme l'ablation d'un membre ou la flagellation. Ces jours-ci, des prêcheurs inspirés et particulièrement intéressés par le sort des femmes, comme tous leurs congénères, s'emploient à minimiser des dispo-



Par Ahmed Halli
halliahmed@hotmail.com

sitions comme celles concernant l'adultère. Ils insistent beaucoup, jusqu'à susciter la suspicion, sur le fait qu'il faut quatre témoins pour apporter la preuve irréfutable de l'adultère. Et encore faut-il déterminer à la fois la religion des pris en faute et des témoins du délit, observateurs ponctuels ou voyeurs patentés.

Ce qui est étonnant, c'est que démocrates, libéraux et élites coptes aient souscrit à l'article 2, tel que proposé, un article qui induit et cimente tout le reste, comme le constate l'historien et sociologue Saïd Qimni. Démocrates et libéraux, connaissant le poids des mots, ont choisi depuis longtemps de renoncer à la laïcité et de substituer à l'Etat laïque, l'Etat civil (Dawla Madani). Ceci pour ne pas effaroucher leurs adversaires islamistes qui, eux, ne s'embarrassent pas de scrupules pour traduire laïcité par apostasie, et pour vider les constitutions démocratiques de leur substance, en en faisant des codes théologiques.

A. H.

CONDOLÉANCES

La direction et toute l'équipe du Soir d'Algérie ont appris avec tristesse le décès de

Seddiki Daouia (77 ans)

mère de leur confrère et ami Brahim Seddiki. L'enterrement aura lieu ce lundi 10 décembre, au cimetière de Dély-Ibrahim.

En cette douloureuse circonstance, ils lui présentent, ainsi qu'à sa famille, leurs condoléances les plus attristées et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde sympathie.

Que Dieu le Tout-Puissant accorde à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com



Le tout, c'est d'être bien en face !

Aéroport de Sétif. Saisie de 1 300 dessous féminins dans les bagages d'un trabendiste.

Douanier ! Ah quel beau métier !

Non ! La corruption n'est pas une fatalité en Algérie. Il faut juste lui faire face. Et je pense très sincèrement que c'est, là, l'attitude pour laquelle ont opté nos dirigeants diaphanes et transparents. Ils ont décidé de faire face à la corruption. Bien en face ! Parce qu'à être en face de la corruption, autant le faire de manière académique, précise, selon des critères calibrés. Pour ce faire, il a été mis sur pied une commission de mathématiciens, épaulés par des géomètres. Leur mission, calculer avec la plus rigoureuse des précisions la position la plus en face de la corruption. Et attention, il ne s'agit pas d'une mince affaire ! Certains penseraient un peu légèrement qu'il s'agit de tracer une ligne la plus droite possible entre la corruption et nous et de nous placer sur le point ainsi fixé en face. Que nenni ! Faire face à la corruption dans des conditions optimums, de tous temps, implique une maîtrise implacable d'un certain nombre de paramètres insoupçonnables. Là, comme ça, juste de mémoire, je vous en cite un que m'a soufflé un membre de la commission de mathématiciens. Savez-vous qu'il est primordial de connaître les mouvements des vents, leur force et leur évolution pour pouvoir, in fine, faire aboutir à des positions plus ou moins idéales face à la corruption ? Vous ne le saviez pas, bien sûr ! Comme vous ne saviez pas non plus qu'il n'existe pas une seule position face à la corruption sur une journée. Justement à cause de la poussée des vents. D'où ce que les scientifiques appellent l'agenda des différentes positions à adopter dans le courant d'une journée pour se

trouver le plus en face possible de la corruption. Et cet agenda est fluctuant ! Oui M'sieur ! Fluctuant. Imaginez un peu que les vents décident de tourner subitement, hein ? D'où, là aussi, la nécessité qui s'est vite imposée à nos dirigeants, celle d'adjoindre à la commission de mathématiciens et de géomètres une équipe d'experts en météorologie. Ce n'est pas du luxe ! Car la position en face de la corruption calculée par les seuls mathématiciens et géomètres pour 14 heures 45 minutes, par exemple, n'est pas une garantie d'exactitude pour peu qu'entre le moment du calcul, le matin, à huit heures 16 minutes, par exemple 2, et celui de la station debout effective, en face de la corruption il y ait eu un anticyclone qui aurait alors faussé toutes les trajectoires. En clair, les autorités pas assez informées sur les variations climatiques ponctuelles s'aventureraient à affirmer qu'elles seraient bien en face de la corruption à 14 heures 45 minutes, alors que dans les faits, les vents capricieux les auraient décalées, déplacées et désaxées par rapport à leur position initiale. Ça ne serait pas sérieux, n'est-ce pas ? Ça décrédibiliserait toute l'action de nos chers dirigeants si diaphanes, yek ? Même si, au fond, bien au fond, très au fond, leur attachement à rester en face, bien en face, très en face de la corruption ne fait aucun doute. Etant entendu bien sûr que pour se mettre en face du doute, bien en face du doute, très en face du doute, une commission de mathématiciens, de géomètres et de météorologues ne serait d'aucun secours pour les chroniqueurs. Une commission d'avocats ? Oui, à la rigueur ! Mais, attention, bien en face de la rigueur, sinon... je fume du thé et je reste éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.